

### Les finances des collectivités locales en 2019

*Avertissement méthodologique : les évolutions présentées ici sur 2018 proviennent de l'exploitation de la version de juillet 2019 des comptes de gestion élaborés par la DGFIP. Elles actualisent donc les évolutions présentées dans le rapport pour l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales de 2019, fondées sur la version d'avril du fichier.*

**En 2019, les collectivités locales continueraient de modérer leurs dépenses de fonctionnement : + 0,4 % selon les budgets primitifs votés en début d'année 2019, après + 0,3 % en 2018. Cette modération provient, comme en 2018, autant de la stagnation des subventions de fonctionnement versées que de la maîtrise des frais de personnel. Les recettes de fonctionnement progresseraient plus vite que les dépenses, du fait des rentrées fiscales structurellement moins élastiques ; le produit des redevances continuerait par ailleurs d'augmenter, ce qui compenserait la faiblesse des autres recettes non fiscales. L'épargne brute qui s'en dégage progresserait en 2019 beaucoup plus rapidement qu'en 2018 (+ 11,2 % après + 5,6 %).**

**Les dépenses d'investissement augmenteraient en 2019 (+ 8,5 %) plus vite qu'en 2018 (+ 5,2 %). L'accélération serait particulièrement vive pour les départements et les régions, après deux années marquées par les transferts de la compétence transports des départements aux régions. Les recettes d'investissement (FCTVA, subventions reçues et dotations à l'investissement) progresseraient, elles aussi, très fortement (+ 8,2 % après + 10,7 % en 2018) et l'encours de dette se stabiliserait une nouvelle fois en 2019, après des années d'augmentation entre 2003 et 2017.**

#### Stabilisation des dépenses de fonctionnement

En 2019, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales progresseraient de nouveau très peu (+ 0,4 %), selon les budgets primitifs votés en début d'année, après une année 2018 déjà marquée par une quasi-stagnation (+ 0,3 %) (*graphique 1*).

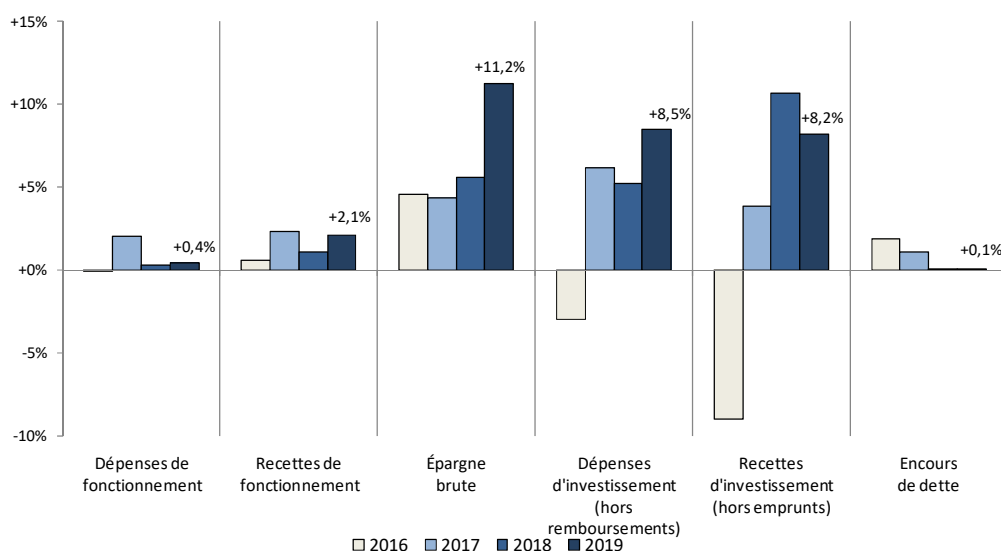
#### Évolution selon le niveau de collectivité

En 2019, contrairement à 2018, les dépenses de fonctionnement progresseraient pour tous les niveaux de collectivités. Cependant, elles progresseraient peu : + 0,8 % pour les communes (hors Paris, du fait de la

création de la collectivité à statut particulier de la Ville de Paris, en lieu et place de la commune et du département de Paris) et + 1,9 % pour les GFP ; + 0,5 % pour les départements (hors Paris) et + 0,4 % pour les régions. Les deux années précédentes, les transferts de la compétence transports des départements aux régions avaient brouillé la mesure des évolutions de leurs dépenses (*graphique 2*).

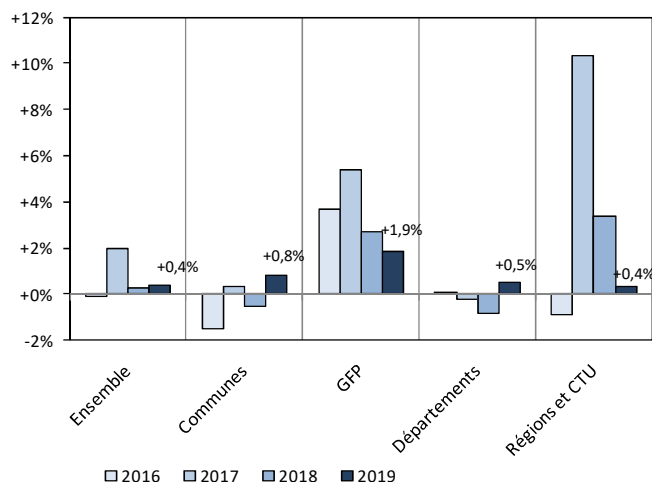
Une nouvelle fois, les dépenses des plus grandes collectivités du bloc communal (communes et groupements à fiscalité propre) évolueraient moins vite que celles des petites (*graphique 3*).

**Graphique 1 - Taux de croissance annuels des principaux agrégats comptables des collectivités**



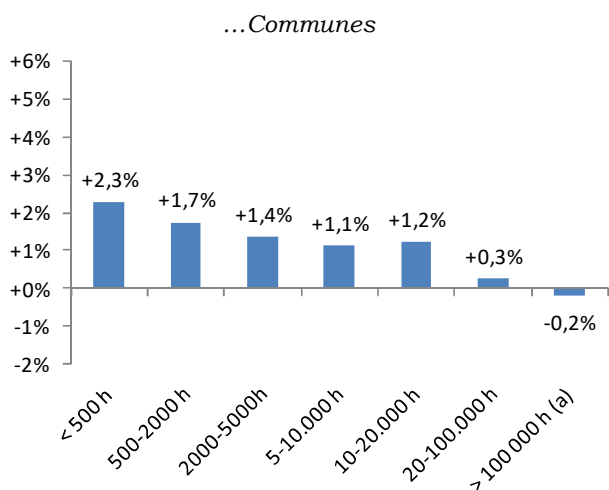
Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion), DGFIP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

**Graphique 2 - Taux de croissance annuel des dépenses de fonctionnement, selon le niveau de collectivité**

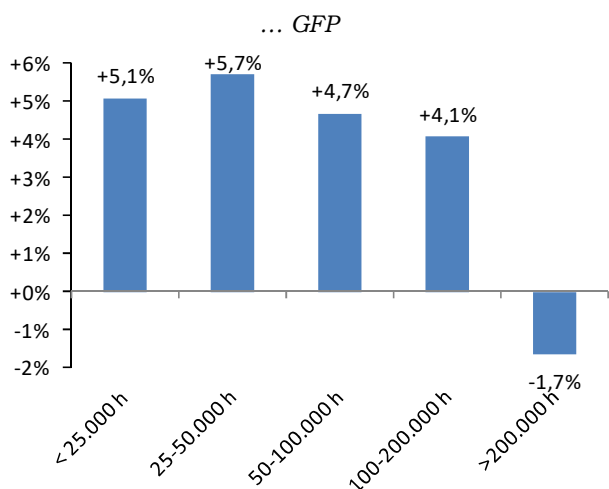


Source : DGCL. Données DGFîP (comptes de gestion), DGFîP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

**Graphique 3 - Taux de croissance en 2019 des dépenses de fonctionnement du bloc communal, selon la taille des... Communes**



(a) Hors Paris.



Source : DGCL. Données DGFîP (comptes de gestion), DGFîP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

### Évolution selon la nature des dépenses

Les frais de personnel représentent plus du tiers des dépenses de fonctionnement. Après l'accélération de 2017 due à l'augmentation du point d'indice et à la refonte des grilles indiciaires de la fonction publique, leur évolution est revenue en 2018 sur une trajectoire plus habituelle. Ces frais augmenteraient de + 1,1 % en 2019 (graphique 4). La baisse des dépenses liées aux contrats aidés se poursuivrait en 2019, compensée par un recours accru aux autres types de contrats. La compensation entre les deux types de contrats poursuivrait la tendance observée ces dernières années.

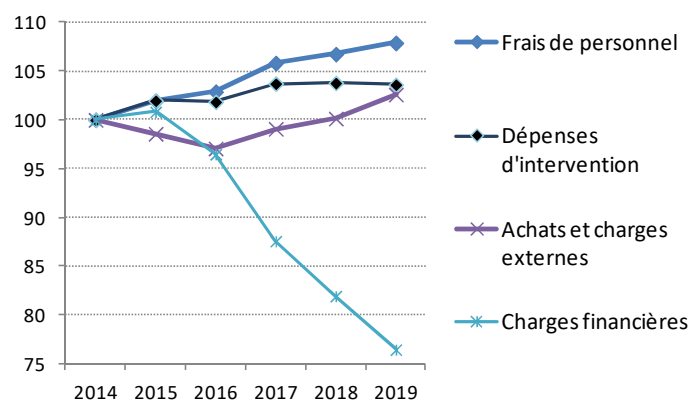
Les dépenses d'intervention baisseraient très légèrement en 2019 (- 0,1 %). Elles représentent actuellement plus de 40 % des dépenses de fonctionnement et regroupent notamment les dépenses sociales des départements, qui seraient en 2019 les seules à ne pas reculer (+ 1,3 %). Certaines grandes métropoles auraient en revanche décidé, d'après leurs budgets primitifs, de diminuer très significativement certaines subventions, notamment en direction du secteur privé, ce qui marquerait un retournement de tendance par rapport aux deux dernières années.

Les achats et charges externes, portés par les achats de prestations de services du secteur communal, poursuivraient leur progression et accéléreraient en 2019 (+ 2,4 %, après + 1,1 % en 2018).

En lien avec la baisse des taux d'intérêt, les charges financières continueraient de diminuer en 2019, et ceci pour tous les niveaux de collectivités ; elles représenteraient désormais moins de 3 % des dépenses de fonctionnement.

**Graphique 4 - Évolution des dépenses de fonctionnement, selon la nature des dépenses**

indice 100 en 2014



Source : DGCL. Données DGFîP (comptes de gestion), DGFîP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

### Progression régulière des recettes de fonctionnement

En 2019 selon les budgets primitifs des collectivités, les recettes de fonctionnement augmenteraient de + 2,0 %.

L'enveloppe des concours financiers de l'État est stable, conformément à l'article 16 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 (graphique 5). Le

recul de 2018 était uniquement dû à la suppression de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée aux régions et aux collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et de Guyane, DGF remplacée par une fraction de TVA. En intégrant ce transfert de fiscalité aux concours de l'État, ces derniers étaient en fait également stables en 2018.

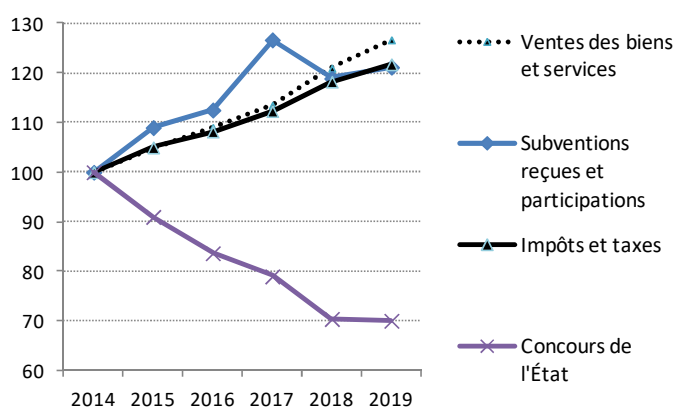
Selon les budgets primitifs des collectivités, les impôts locaux et les taxes pourraient ralentir en 2019 (+ 3,0 %, après + 5,3 % en 2018). Selon les états fiscaux prévisionnels disponibles à ce stade de l'année, ils pourraient au contraire accélérer : les bases communales de la taxe d'habitation devraient augmenter de + 3,0 %, après + 1,8 % en 2018, et celles des taxes foncières de + 2,5 %, après + 2,2 % en 2018. De même, les impôts payés par les entreprises devraient accélérer leur progression, et notamment la CVAE (+ 6,8 % en 2019 d'après les états fiscaux, contre + 0,8 % en 2018, après + 4,3 % l'année précédente). Cet à-coup provient, une nouvelle fois, de la façon de calculer la CVAE pour les entreprises membres de groupes. D'une année sur l'autre, en plus des variations de la valeur ajoutée des entreprises, le jeu successif des versements d'acomptes des entreprises et des reversements de l'État rend délicate l'interprétation des évolutions de la CVAE. Les bases de la CFE devraient en revanche ralentir (+ 0,6 %, après + 3,2 %).

La progression des subventions reçues (+ 1,9 %) reviendrait sur sa trajectoire d'avant 2017, année exceptionnelle marquée par le transfert des compétences de transports des départements vers les régions et par les participations versées en conséquence par les départements (enregistrées en recettes par les régions) (graphique 5).

Les recettes provenant des ventes de biens et services, en fait essentiellement les produits des redevances, augmenteraient assez rapidement cette année encore : + 4,7 %, après + 6,6 % en 2018. En particulier, les produits des redevances de stationnement et de post-stationnement dans le secteur communal ont représenté des recettes nouvelles en 2018, à hauteur de presque 500 M€.

**Graphique 5 - Évolution des recettes de fonctionnement, selon la nature des recettes**

indice 100 en 2014

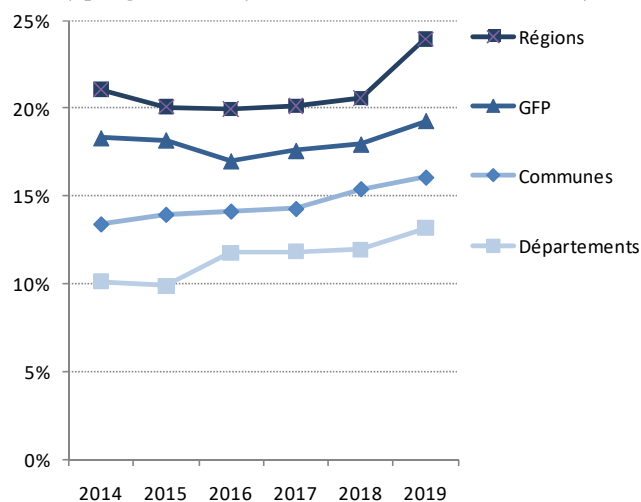


Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion), DGFIP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

## Forte augmentation de l'épargne brute

En prenant comme base d'estimation les résultats des budgets primitifs pour 2019, l'épargne brute des collectivités locales pourrait augmenter de + 11,2 %. Les taux d'épargne brute augmenteraient pour tous les niveaux de collectivités, y compris cette fois-ci pour les départements (graphique 6).

**Graphique 6 - Taux d'épargne brute selon le niveau de collectivités**  
(épargne brute / recettes de fonctionnement)

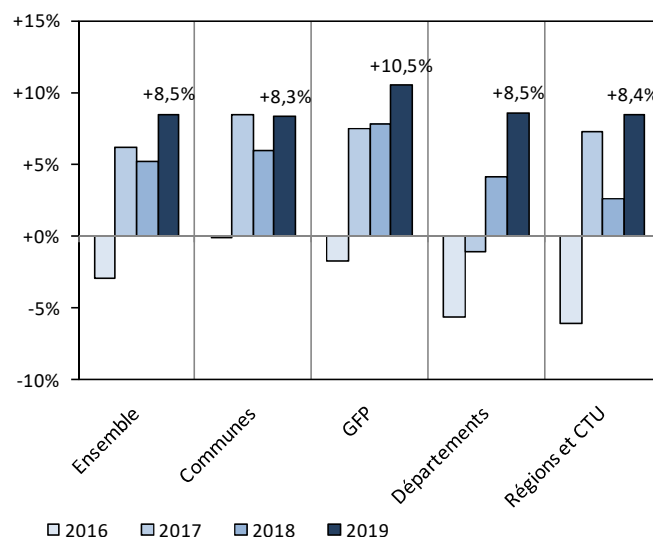


Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion), DGFIP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

## Franche accélération des investissements

En 2017, la reprise de l'investissement avait été plus faible et plus tardive qu'attendu à ce stade du cycle électoral. En 2018, il augmentait un peu moins rapidement qu'en 2017. L'année 2019 devrait au contraire marquer une franche accélération des dépenses d'investissement, à moins d'un an des élections communales : + 8,5 %. Tous les niveaux de collectivités sont concernés (graphique 7).

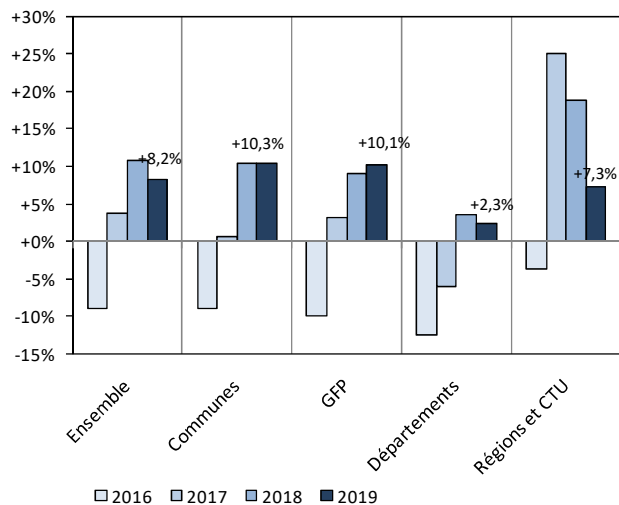
**Graphique 7 - Taux de croissance annuel des dépenses d'investissement, selon le niveau de collectivité**



Source : DGCL. Données DGFIP (comptes de gestion), DGFIP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

Les recettes d'investissement augmenteraient presque aussi vite : + 8,2 % (graphique 8), surtout portées par les subventions reçues et par les autres dotations que le FCTVA (+ 11,7 %, contre + 5,0 % pour le FCTVA).

**Graphique 8 - Taux de croissance annuel des recettes d'investissement, selon le niveau de collectivité**

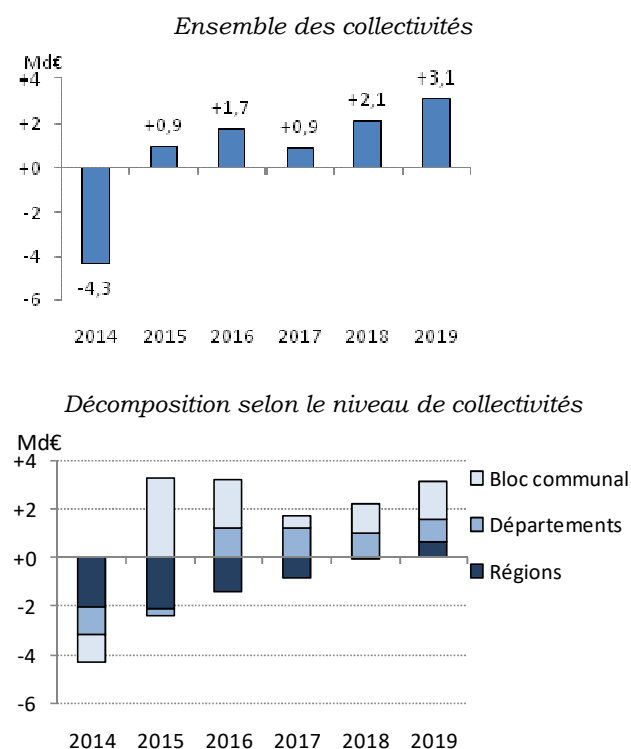


Source : DGCL. Données DGFîP (comptes de gestion), DGFîP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

**Tous les niveaux de collectivités en situation de capacité de financement**

Les collectivités pourraient dégager en 2019 une capacité de financement de 3,1 Md€. Ce serait la cinquième année consécutive de résultat positif, et la première pour laquelle tous les niveaux de collectivités seraient concernés (graphique 9).

**Graphique 9 - Capacité (+) ou besoin (-) de financement selon le niveau de collectivité**



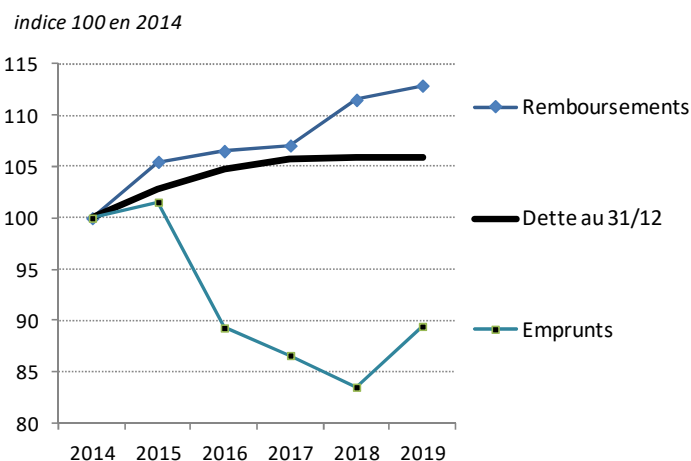
Source : DGCL. Données DGFîP (comptes de gestion), DGFîP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

**La reprise des emprunts n'empêcherait pas la dette de se stabiliser une nouvelle fois**

En 2019, le volume des emprunts contractés pourrait augmenter de + 7,1 % et atteindre 14,3 Md€ selon les budgets primitifs. Cette forte progression surviendrait après trois années de diminution du recours à l'emprunt comme source de financement des investissements (graphique 10). Comme dans le même temps les remboursements augmenteraient de + 1,3 % et atteindraient 14,2 Md€, le flux net de dette serait quasiment stable (+ 80 M€). Le stock de dette serait ainsi stabilisé pour la deuxième année consécutive, après une augmentation ininterrompue depuis 2003.

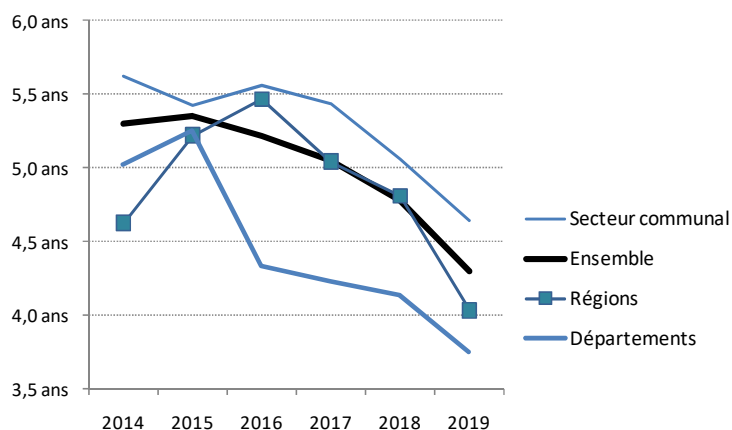
Cette stabilisation du stock de dette, jointe à l'amélioration de l'épargne brute, améliorerait la capacité de désendettement des collectivités locales pour la quatrième année consécutive (graphique 11).

**Graphique 10 - Évolution des éléments de la dette**



Source : DGCL. Données DGFîP (comptes de gestion), DGFîP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

**Graphique 11 - Capacité de désendettement, selon le niveau de collectivité**



Lecture : la capacité de désendettement (dette / épargne brute) répond à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela son épargne brute ? On l'exprime en années : si elle baisse, la situation s'améliore.

Source : DGCL. Données DGFîP (comptes de gestion), DGFîP et DGCL (budgets primitifs). Budgets principaux.

**Secteur communal** (communes, groupements à fiscalité propre)<sup>(a)</sup> - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

	Données provisoires					Estimations	
	2016	2017 / 2016	2017	2018 / 2017	2018	2019 / 2018 à champ constant (hors Paris)	2019
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>91,15</b>	<b>+1,7%</b>	<b>92,66</b>	<b>+0,3%</b>	<b>92,96</b>	<b>+1,1%</b>	<b>95,28</b>
Achats et charges externes	22,69	+1,6%	23,05	+2,2%	23,55	+2,7%	24,24
Frais de personnel	45,21	+3,2%	46,65	+0,9%	47,08	+1,2%	47,84
Charges financières	2,95	-12,1%	2,59	-7,2%	2,41	-7,9%	2,23
Dépenses d'intervention	16,11	-0,6%	16,02	-1,4%	15,80	+0,0%	16,87
Autres dépenses de fonctionnement	4,19	+3,8%	4,35	-5,2%	4,12	-0,2%	4,11
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>107,11</b>	<b>+2,0%</b>	<b>109,26</b>	<b>+1,4%</b>	<b>110,83</b>	<b>+2,0%</b>	<b>114,76</b>
Impôts et taxes	66,21	+3,2%	68,31	+2,2%	69,81	+2,8%	73,26
- Impôts locaux	54,66	+2,9%	56,23	+2,7%	57,73	+3,8%	60,14
- Autres impôts et taxes	11,55	+4,7%	12,09	+0,0%	12,09	-1,7%	13,12
Concours de l'État	23,06	-2,2%	22,55	-0,6%	22,41	+0,4%	22,47
- DGF	19,37	-4,4%	18,52	-0,8%	18,37		
- Autres dotations	0,23	+44,6%	0,33	+14,3%	0,38		
- Péréquation et compensations fiscales	3,46	+6,9%	3,70	-1,0%	3,66		
Subventions reçues et participations	4,95	+1,5%	5,02	-3,4%	4,85	-1,3%	4,87
Ventes de biens et services	8,40	+2,2%	8,58	+8,3%	9,30	+3,1%	9,76
Autres recettes de fonctionnement	4,49	+6,9%	4,80	-7,2%	4,45	-0,4%	4,40
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>15,95</b>	<b>+4,1%</b>	<b>16,60</b>	<b>+7,6%</b>	<b>17,87</b>	<b>+6,7%</b>	<b>19,48</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>7,63</b>	<b>+7,8%</b>	<b>8,23</b>	<b>+11,2%</b>	<b>9,15</b>		<b>10,81</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>27,35</b>	<b>+8,2%</b>	<b>29,59</b>	<b>+6,5%</b>	<b>31,50</b>	<b>+9,0%</b>	<b>34,39</b>
Dépenses d'équipement	22,67	+9,3%	24,79	+8,0%	26,76		
Subventions d'équipement versées	2,87	-2,6%	2,80	+6,9%	2,99		
Autres dépenses d'investissement	1,80	+11,0%	2,00	-12,7%	1,74		
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>13,33</b>	<b>+1,3%</b>	<b>13,50</b>	<b>+10,0%</b>	<b>14,85</b>	<b>+10,3%</b>	<b>16,46</b>
FCTVA	3,25	-5,2%	3,08	+9,9%	3,39	+7,7%	3,65
Autres dotations et Subventions d'équipement	6,32	+0,4%	6,35	+13,4%	7,20	+11,8%	8,09
Autres recettes d'investissement	3,75	+8,4%	4,07	+4,8%	4,26	+9,6%	4,72
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>118,50</b>	<b>+3,2%</b>	<b>122,25</b>	<b>+1,8%</b>	<b>124,46</b>	<b>+3,1%</b>	<b>129,67</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>120,43</b>	<b>+1,9%</b>	<b>122,76</b>	<b>+2,4%</b>	<b>125,67</b>	<b>+3,0%</b>	<b>131,22</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+1,94</b>		<b>+0,51</b>		<b>+1,22</b>		<b>+1,55</b>
Remboursements de dette (8)	8,32	+0,6%	8,37	+4,2%	8,72	-1,7%	8,66
Emprunts (9)	7,92	+11,3%	8,82	-7,4%	8,17	+6,6%	8,68
Flux net de dette = (9)-(8)	-0,40		0,45		-0,55		0,02
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>126,82</b>	<b>+3,0%</b>	<b>130,62</b>	<b>+2,0%</b>	<b>133,18</b>	<b>+2,8%</b>	<b>138,34</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>128,36</b>	<b>+2,5%</b>	<b>131,58</b>	<b>+1,7%</b>	<b>133,84</b>	<b>+3,2%</b>	<b>139,90</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+1,54		+0,96		+0,66		+1,57
<b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>88,79</b>	<b>+1,7%</b>	<b>90,28</b>	<b>+0,0%</b>	<b>90,32</b>	<b>-0,4%</b>	<b>90,39</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,9%	+0,3 pt	15,2%	+0,9 pt	16,1%	+0,8 pt	17,0%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,1%	+0,4 pt	7,5%	+0,7 pt	8,3%	+1,0 pt	9,4%
Taux d'endettement = (12) / (2)	82,9%	-0,3 pt	82,6%	-1,1 pt	81,5%	-1,9 pt	78,8%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,6 ans	-0,1 an	5,4 ans	-0,4 an	5,1 ans	-0,3 an	4,6 ans

(a) Y compris métropole de Lyon et, à partir de 2016, les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL, Données DGFiP (Comptes de gestion), DGCFiP et DGCL (budgets primitifs) ; budgets principaux - opérations réelles. Montants calculés hors gestion active de la dette.



## Départements - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

				Données provisoires		Estimations	
	2016	2017 / 2016	2017	2018 / 2017 à champ constant <sup>(a)</sup>	2018 <sup>(b)</sup>	2019 / 2018 à champ constant (hors Paris)	2019 <sup>(c)</sup>
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>58,31</b>	<b>-0,2%</b>	<b>58,19</b>	<b>-0,8%</b>	<b>57,28</b>	<b>+0,5%</b>	<b>55,57</b>
Achats et charges externes	5,03	-10,8%	4,49	-16,0%	3,73	+0,6%	3,65
Frais de personnel	11,91	+1,4%	12,07	-0,2%	11,92	+0,2%	11,75
Charges financières	0,84	-4,0%	0,81	-7,9%	0,73	-6,0%	0,69
Dépenses d'intervention	39,70	+0,7%	39,97	+0,7%	40,01	+1,5%	38,91
Autres dépenses de fonctionnement	0,83	+2,9%	0,85	+5,3%	0,89	-34,9%	0,56
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>66,08</b>	<b>-0,1%</b>	<b>66,00</b>	<b>-0,7%</b>	<b>65,05</b>	<b>+1,4%</b>	<b>64,00</b>
Impôts et taxes	46,60	+1,4%	47,24	+0,7%	47,28	+2,0%	46,41
- Impôts locaux	22,47	+5,0%	21,34	-1,3%	20,98	+2,2%	21,15
- Autres impôts et taxes	24,13	+7,3%	25,90	+2,3%	26,30	+1,9%	25,26
(Dont : DMT0)	9,55	+16,8%	11,15	+4,0%	11,52	+2,8%	10,64
(TICPE)	6,14	+0,1%	6,14	-0,1%	6,10	+0,1%	5,84
(TSCA)	6,86	+1,6%	6,96	+3,1%	7,12	+2,2%	7,21
Concours de l'État	11,78	-10,9%	10,50	-0,0%	10,36	+0,6%	10,42
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	9,32	-11,3%	8,26	-0,2%	8,14	-0,1%	8,13
- Autres dotations	0,42	+10,9%	0,46	+2,0%	0,46	-0,1%	0,46
- Péréquations et compensations fiscales	2,05	-13,6%	1,77	+0,4%	1,76	+4,1%	1,83
Subventions reçues et participations	4,75	+11,8%	5,31	-8,9%	4,81	+0,9%	4,77
Ventes de biens et services	0,46	+28,7%	0,59	-26,6%	0,43	-1,3%	0,43
Autres recettes de fonctionnement	2,49	-5,1%	2,36	-7,6%	2,17	-6,4%	1,96
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>7,77</b>	<b>+0,5%</b>	<b>7,81</b>	<b>+0,0%</b>	<b>7,77</b>	<b>+7,8%</b>	<b>8,43</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>4,60</b>	<b>-2,1%</b>	<b>4,51</b>	<b>+1,5%</b>	<b>4,55</b>	<b>+13,0%</b>	<b>5,20</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>9,12</b>	<b>-1,1%</b>	<b>9,02</b>	<b>+4,1%</b>	<b>9,28</b>	<b>+8,5%</b>	<b>9,86</b>
Dépenses d'équipement	5,52	-1,7%	5,42	+8,0%	5,77	+9,6%	6,28
Subventions d'équipement versées	3,39	+0,5%	3,40	-2,4%	3,28	+4,3%	3,28
Autres dépenses d'investissement	0,21	-8,5%	0,20	+13,0%	0,22	+43,6%	0,29
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,59</b>	<b>-6,0%</b>	<b>2,44</b>	<b>+3,6%</b>	<b>2,48</b>	<b>+2,3%</b>	<b>2,33</b>
FCTVA	0,88	-5,7%	0,83	+1,9%	0,84	+0,6%	0,84
Autres dotations et Subventions d'équipement	1,22	-1,7%	1,20	+2,9%	1,21	+7,4%	1,16
Autres recettes d'investissement	0,48	-17,7%	0,40	+9,0%	0,43	-8,9%	0,33
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>67,43</b>	<b>-0,3%</b>	<b>67,21</b>	<b>-0,2%</b>	<b>66,56</b>	<b>+1,6%</b>	<b>65,42</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>68,67</b>	<b>-0,3%</b>	<b>68,43</b>	<b>-0,6%</b>	<b>67,54</b>	<b>+1,4%</b>	<b>66,33</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+1,25</b>		<b>+1,23</b>		<b>+0,98</b>		<b>+0,91</b>
Remboursements de dette (8)	3,17	+4,2%	3,30	-2,0%	3,23	+0,3%	3,24
Emprunts (9)	2,83	-11,7%	2,50	+0,9%	2,49	+8,0%	2,69
Flux net de dette =(9)-(8)	-0,34		-0,80		-0,73		-0,54
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>70,59</b>	<b>-0,1%</b>	<b>70,51</b>	<b>-0,3%</b>	<b>69,79</b>	<b>+1,6%</b>	<b>68,66</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>71,50</b>	<b>-0,8%</b>	<b>70,93</b>	<b>-0,5%</b>	<b>70,03</b>	<b>+1,7%</b>	<b>69,02</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,91		+0,42		+0,25		+0,36
<b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(d)</sup></b>	<b>33,68</b>	<b>-2,0%</b>	<b>33,01</b>	<b>-2,0%</b>	<b>32,16</b>	<b>-1,7%</b>	<b>31,62</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	11,8%	+0,1 pt	11,8%	+0,1 pt	11,9%	+0,8 pt	13,2%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,0%	-0,1 pt	6,8%	+0,2 pt	7,0%	+0,8 pt	8,1%
Taux d'endettement = (12) / (2)	51,0%	-1,0 pt	50,0%	-0,6 pt	49,4%	-1,6 pt	49,4%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,3 ans	-0,1 an	4,2 ans	-0,1 an	4,1 ans	-0,4 an	3,8 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Corse.

(b) Hors collectivité de Corse.

(c) Montants estimés hors Paris.

(d) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP (Comptes de gestion), DGCFIP et DGCL (budgets primitifs) ; budgets principaux - opérations réelles. Montants calculés hors gestion active de la dette.

**Régions et collectivités territoriales uniques (CTU) - Opérations réelles**

(en milliards d'euros)

				Données provisoires		Estimations	
	2016	2017 / 2016	2017	2018 / 2017 à champ constant <sup>(a)</sup>	2018	2019 / 2018	2019
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>19,15</b>	<b>+10,3%</b>	<b>21,13</b>	<b>+3,4%</b>	<b>22,23</b>	<b>+0,4%</b>	<b>22,31</b>
Achats et charges externes	2,19	+37,0%	3,00	+18,2%	3,58	+4,0%	3,72
Frais de personnel	3,56	+3,5%	3,69	+3,5%	3,95	+1,9%	4,03
Charges financières	0,61	-2,4%	0,60	-0,4%	0,60	-5,1%	0,57
Dépenses d'intervention	12,54	+8,6%	13,62	+0,0%	13,84	-0,5%	13,77
Autres dépenses de fonctionnement	0,25	-9,9%	0,22	+11,5%	0,26	-13,7%	0,22
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>23,92</b>	<b>+10,5%</b>	<b>26,45</b>	<b>+4,2%</b>	<b>27,99</b>	<b>+4,8%</b>	<b>29,33</b>
Impôts et taxes	16,09	+13,6%	18,28	+28,2%	23,80	+6,8%	25,42
- Impôts locaux	5,05	+41,2%	7,13	+10,9%	8,01	-2,6%	7,80
- Autres impôts et taxes	11,04	+1,0%	11,14	+39,4%	15,80	+11,6%	17,63
- dont : Cartes grises	2,19	+1,9%	2,23	+4,4%	2,33	-0,3%	2,32
- dont : TICPE	5,54	-1,1%	5,48	+0,5%	5,53	-0,2%	5,52
Concours de l'État	6,37	-7,7%	5,88	-71,3%	1,92	-14,4%	1,65
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	4,58	-10,0%	4,13	-95,2%	0,30	-59,9%	0,12
- Autres dotations	0,97	+1,5%	0,98	-0,1%	0,90	-2,0%	0,88
- Péréquations et compensations fiscales	0,82	-6,0%	0,77	-8,5%	0,72	-10,7%	0,64
Subventions reçues et participations	1,11	+65,4%	1,84	-5,5%	1,77	+13,1%	2,00
Ventes de biens et services	0,03	+153,8%	0,08	+62,0%	0,13	+7,6%	0,15
Autres recettes de fonctionnement	0,32	+15,9%	0,37	+7,0%	0,36	-67,0%	0,12
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>4,77</b>	<b>+11,5%</b>	<b>5,32</b>	<b>+7,4%</b>	<b>5,76</b>	<b>+21,9%</b>	<b>7,02</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>2,84</b>	<b>+23,4%</b>	<b>3,50</b>	<b>+3,3%</b>	<b>3,66</b>	<b>+28,3%</b>	<b>4,69</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>9,03</b>	<b>+7,3%</b>	<b>9,68</b>	<b>+2,6%</b>	<b>10,03</b>	<b>+8,4%</b>	<b>10,88</b>
Dépenses d'équipement	3,15	+5,7%	3,33	-6,0%	3,20	+4,9%	3,35
Subventions d'équipement versées	5,47	+4,9%	5,74	+10,3%	6,35	+10,4%	7,01
Autres dépenses d'investissement	0,41	+51,9%	0,62	-23,0%	0,49	+4,9%	0,51
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,82</b>	<b>+25,0%</b>	<b>3,52</b>	<b>+18,7%</b>	<b>4,20</b>	<b>+7,3%</b>	<b>4,51</b>
FCTVA	0,52	+7,5%	0,55	+1,6%	0,57	-4,4%	0,55
Autres dotations et Subventions d'équipement	2,00	+31,0%	2,63	+19,6%	3,16	+16,2%	3,67
Autres recettes d'investissement	0,30	+14,2%	0,34	+39,8%	0,47	-38,9%	0,29
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>28,18</b>	<b>+9,3%</b>	<b>30,81</b>	<b>+3,1%</b>	<b>32,26</b>	<b>+2,9%</b>	<b>33,19</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>26,74</b>	<b>+12,1%</b>	<b>29,97</b>	<b>+5,9%</b>	<b>32,19</b>	<b>+5,1%</b>	<b>33,84</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>-1,44</b>		<b>-0,84</b>		<b>-0,07</b>		<b>0,65</b>
Remboursements de dette (8)	1,94	-6,1%	1,82	+15,0%	2,11	+10,9%	2,33
Emprunts (9)	3,53	-28,2%	2,53	+7,0%	2,70	+9,1%	2,94
Flux net de dette =(9)-(8)	+1,60		+0,72		+0,59		+0,61
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>30,11</b>	<b>+8,4%</b>	<b>32,63</b>	<b>+3,8%</b>	<b>34,37</b>	<b>+3,4%</b>	<b>35,52</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>30,27</b>	<b>+7,4%</b>	<b>32,50</b>	<b>+6,0%</b>	<b>34,89</b>	<b>+5,4%</b>	<b>36,78</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+0,16		-0,13		+0,52		+1,26
<b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>26,10</b>	<b>+2,8%</b>	<b>26,83</b>	<b>+2,8%</b>	<b>27,72</b>	<b>+2,2%</b>	<b>28,33</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	20,0%	+0,2 pt	20,1%	+0,6 pt	20,6%	+3,4 pt	23,9%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	11,9%	+1,4 pt	13,2%	-0,1 pt	13,1%	+2,9 pt	16,0%
Taux d'endettement = (12) / (2)	109,1%	-7,6 pts	101,5%	-1,4 pt	99,0%	-2,5 pt	96,6%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,5 ans	-0,4 an	5,0 ans	-0,2 an	4,8 ans	-0,8 an	4,0 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Corse.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP (Comptes de gestion), DGCFIP et DGCL (budgets primitifs) ; budgets principaux - opérations réelles. Montants calculés hors gestion active de la dette.

**Ensemble des collectivités locales (hors syndicats) - Opérations réelles**

(en milliards d'euros)

				Données provisoires		Estimations	
	2016 <sup>(a)</sup>	2017 / 2016	2017 <sup>(a)</sup>	2018 / 2017	2018 <sup>(a)</sup>	2019 / 2018	2019 <sup>(a)</sup>
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>168,61</b>	<b>+2,0%</b>	<b>171,97</b>	<b>+0,3%</b>	<b>172,47</b>	<b>+0,4%</b>	<b>173,16</b>
Achats et charges externes	29,91	+2,1%	30,53	+1,1%	30,86	+2,4%	31,61
Frais de personnel	60,68	+2,9%	62,41	+0,9%	62,95	+1,1%	63,62
Charges financières	4,40	-9,2%	4,00	-6,4%	3,74	-6,8%	3,49
Dépenses d'intervention	68,36	+1,8%	69,61	+0,1%	69,65	-0,1%	69,55
Autres dépenses de fonctionnement	5,26	+3,0%	5,42	-2,8%	5,27	-7,1%	4,89
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>197,11</b>	<b>+2,3%</b>	<b>201,70</b>	<b>+1,1%</b>	<b>203,87</b>	<b>+2,1%</b>	<b>208,10</b>
Impôts et taxes	128,90	+3,8%	133,83	+5,3%	140,89	+3,0%	145,09
- Impôts locaux	82,19	+3,1%	84,70	+2,4%	86,71	+2,7%	89,09
- Autres impôts et taxes	46,71	+5,2%	49,13	+10,3%	54,18	+3,4%	56,00
Concours de l'État	41,21	-5,6%	38,92	-10,9%	34,70	-0,4%	34,54
- DGF	33,27	-7,1%	30,91	-13,2%	26,82		
- Autres dotations	1,61	+10,0%	1,77	-2,0%	1,74		
- Péréquation et compensations fiscales	6,33	-1,4%	6,24	-1,6%	6,14		
Subventions reçues et participations	10,81	+12,6%	12,17	-6,1%	11,42	+1,9%	11,64
Ventes de biens et services	8,89	+4,1%	9,26	+6,6%	9,87	+4,7%	10,33
Autres recettes de fonctionnement	7,30	+3,2%	7,53	-7,2%	6,99	-7,2%	6,49
<b>Épargne brute (3) = (2)-(1)</b>	<b>28,50</b>	<b>+4,3%</b>	<b>29,73</b>	<b>+5,6%</b>	<b>31,40</b>	<b>+11,2%</b>	<b>34,93</b>
<b>Épargne nette = (3)-(8)</b>	<b>15,07</b>	<b>+7,7%</b>	<b>16,24</b>	<b>+6,8%</b>	<b>17,35</b>	<b>+19,3%</b>	<b>20,70</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>45,49</b>	<b>+6,2%</b>	<b>48,29</b>	<b>+5,2%</b>	<b>50,81</b>	<b>+8,5%</b>	<b>55,12</b>
Dépenses d'équipement	31,34	+7,0%	33,54	+6,5%	35,73		
Subventions d'équipement versées	11,73	+1,8%	11,94	+5,7%	12,62		
Autres dépenses d'investissement	2,42	+16,1%	2,81	-12,7%	2,45		
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>18,74</b>	<b>+3,8%</b>	<b>19,45</b>	<b>+10,7%</b>	<b>21,53</b>	<b>+8,2%</b>	<b>23,30</b>
FCTVA	4,65	-3,9%	4,47	+7,3%	4,80	+5,0%	5,04
Autres dotations et Subventions d'équipement	9,55	+6,5%	10,18	+13,7%	11,57	+11,7%	12,92
Autres recettes d'investissement	4,53	+6,0%	4,80	+7,4%	5,16	+3,4%	5,34
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1)+(4)</b>	<b>214,10</b>	<b>+2,9%</b>	<b>220,26</b>	<b>+1,4%</b>	<b>223,28</b>	<b>+2,2%</b>	<b>228,28</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2)+(5)</b>	<b>215,85</b>	<b>+2,5%</b>	<b>221,16</b>	<b>+1,9%</b>	<b>225,41</b>	<b>+2,7%</b>	<b>231,39</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7)-(6)</b>	<b>+1,75</b>		<b>+0,89</b>		<b>+2,13</b>		<b>+3,11</b>
Remboursements de dette (8)	13,43	+0,5%	13,49	+4,2%	14,05	+1,3%	14,23
Emprunts (9)	14,28	-3,0%	13,85	-3,6%	13,36	+7,1%	14,31
Flux net de dette = (9)-(8)	+0,86		+0,36		-0,69		+0,08
<b>DÉPENSES TOTALES (10)=(6)+(8)</b>	<b>227,53</b>	<b>+2,7%</b>	<b>233,76</b>	<b>+1,5%</b>	<b>237,33</b>	<b>+2,2%</b>	<b>242,52</b>
<b>RECETTES TOTALES (11)=(7)+(9)</b>	<b>230,13</b>	<b>+2,1%</b>	<b>235,01</b>	<b>+1,6%</b>	<b>238,77</b>	<b>+2,9%</b>	<b>245,71</b>
Variation du fonds de roulement = (11)-(10)	+2,60		+1,25		+1,43		+3,19
<b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>148,57</b>	<b>+1,0%</b>	<b>150,12</b>	<b>+0,1%</b>	<b>150,21</b>	<b>+0,1%</b>	<b>150,34</b>
<b>Ratios</b>							
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,5%	+0,3 pt	14,7%	+0,7 pt	15,4%	+1,4 pt	16,8%
Taux d'épargne nette = [(3)-(8)] / (2)	7,6%	+0,4 pt	8,1%	+0,5 pt	8,5%	+1,4 pt	9,9%
Taux d'endettement = (12) / (2)	75,4%	-0,9 pt	74,4%	-0,8 pt	73,7%	-1,4 pt	72,2%
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,2 ans	-0,2 an	5,0 ans	-0,3 an	4,8 ans	-0,5 an	4,3 ans

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFiP (Comptes de gestion), DGCFiP et DGCL (budgets primitifs) ; budgets principaux - opérations réelles. Montants calculés hors gestion active de la dette. Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités.

**Pour en savoir plus :**

« Les budgets primitifs des départements en 2019 », tableaux statistiques détaillés, Collection statistiques et finances locales. Pascal Simon, DGCL ; à paraître.

« Les budgets primitifs des régions en 2019 », tableaux statistiques détaillés, Collection statistiques et finances locales. Pascal Simon, DGCL ; à paraître.

« Les dépenses de fonctionnement des communes et de leurs groupements : vers une légère accélération en 2019 ? », BIS n°137, septembre 2019, DGCL.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/bulletin-dinformation-statistique-bis-1>

Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales, juillet 2019.

<https://www.collectivites-locales.gouv.fr/rapports-lobservatoire-des-finances-et-gestion-publique-locales-ofgl>

**Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales**  
**Direction Générale des Collectivités Locales**

2, Place des Saussaies – 75800 PARIS Cedex 08 – Téléphone : 01 40 07 68 29 – Télécopie : 01 49 27 34 29  
 Directeur de la publication : Stanislas BOURRON